

Le gouvernement reste sourd, la mobilisation doit s'amplifier !

Edouard Philippe se félicite de la réussite du grand débat et lance de premières pistes. **Si l'exécutif se vante d'avoir beaucoup écouté, il n'a visiblement rien entendu.**

Aux revendications sur la justice fiscale et sociale, comme sur l'urgence climatique, le chef du gouvernement répond vouloir baisser la dépense publique et donc diminuer encore les moyens des services publics, les empêchant de répondre efficacement aux besoins de la population.

C'est insupportable dans un pays où les profits atteignent des niveaux record. Il serait parfaitement possible d'augmenter les salaires comme les retraites et de redistribuer les richesses en rétablissant l'ISF et en mettant fortement à contribution les actionnaires et la finance.

Dans les manifestations de gilets jaunes, dans les luttes à l'entreprise pour les salaires et l'emploi, dans les mobilisations pour l'école, les services publics, le climat, nous sommes nombreuses et nombreux à vouloir vivre dignement et être entendu·e-s, à dire que le travail doit payer, à refuser d'opposer fin du monde et fin du mois, à exiger la démocratie plutôt que la toute-puissance d'un président-monarque.

Nous voulons des réponses claires et ambitieuses !

À partir des exigences exprimées ces derniers mois, le Parti communiste français a rendu publiques 10 propositions pour la France.

http://www.pcf.fr/actualite_les_10_propositions_du_pcf_pour_la_france

Notre détermination est intacte : avec le plus grand nombre, nous voulons amplifier les mobilisations et faire entendre nos exigences de changement.

Nous appelons à participer massivement aux prochains rendez-vous de mobilisation :

- le 11 avril, avec les retraité·e-s ;
- le 12 avril, pour une nouvelle marche pour la justice climatique ;
- le 13 avril, pour les libertés publiques et le droit de manifester ;
- le 20 avril, pour l'acte 23 des gilets jaunes ;
- le 27 avril, pour une journée de convergence des mobilisations ;
- le 1^{er} mai, pour faire de la fête des travailleurs-ses une puissante réponse à un pouvoir qui prétend continuer à gouverner contre le pays ;
- le 9 mai, avec les fonctionnaires pour défendre nos services publics.